

Assemblée générale d'ATTAC Québec du 5 novembre 2016 Texte sur la conjoncture

L'année dernière a ramené plus que jamais les préoccupations d'ATTAC dans l'actualité. Le libre-échange et les paradis fiscaux ont fait la une des grands médias, par la signature de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AÉCG, CETA en anglais) à Bruxelles et par la diffusion des *Documents de Panama*. Les politiques d'austérité, dont nous subissons les effets désastreux, continuent de s'appliquer. Les inégalités sociales s'accroissent. L'accord de Paris, signé lors de la COP21, n'est pas l'instrument qu'il prétend devenir pour aiguillonner les pays sur la voie de la transition énergétique.

Bref, l'ordre néolibéral des choses se maintient, malgré une opposition toujours aussi affirmée contre lui. L'année dernière a été marquée par un constat flagrant de l'échec des politiques actuelles de plus en plus partagées dans les populations, et l'absence de volonté des élus de tenir compte de ces leçons. Nos gouvernements tentent de maintenir le cap, mais naviguent de façon erratique sur une mer agitée.

Ainsi, ont-ils l'impression de perdre le contrôle. Il devient clair que la mondialisation dont ils ont tellement chanté les louanges ne donne pas les effets attendus. La crise de l'immigration, les emplois précaires, la concurrence folle entre les pays, la financiarisation sans frein de l'économie, l'enrichissement indécent d'une minorité malgré la stagnation économique créent dans les populations de la colère et de l'inquiétude.

Certains démagogues en profitent : ils stigmatisent les étrangers, proposent des solutions simples et autoritaires, s'attirent des votes en jouant grossièrement sur un mécontentement bien justifié. Les Donald Trump, Marine Le Pen, et plusieurs des défenseurs du *Brexit* nous inquiètent grandement, mais servent aussi le pouvoir en place qui brandit le danger du protectionnisme et du repli sur soi.

De son côté, le mouvement social, bien qu'affaibli par les mesures d'austérité dont il a été l'une des grandes victimes, demeure toujours vigoureux, alors que s'impose une grande nécessité de se battre encore et encore. Il continue de suivre de près nos dirigeants.e.s, il relève leurs contradictions, il montre la voie qu'il faut suivre. Son implication a été grande cette année dans les causes qui nous concernent.

Les circonstances de la signature de l'AÉCG à Bruxelles en est un bon exemple. La révolte d'une petite région d'Europe, la Wallonie, a permis de mettre le doigt sur les principales failles de cet accord : ses négociations opaques et anti-démocratiques, son tribunal d'arbitrage donnant un pouvoir inacceptable aux multinationales étrangères, la vulnérabilisation des services publics, l'affaiblissement des normes sanitaires et phytosanitaires, les menaces contre une agriculture paysanne et de proximité, etc.

La Wallonie s'est appuyée dans sa résistance sur des centaines de milliers de manifestant.e.s dans les rues d'Europe, sur une pétition de 3,3 millions de signatures, sur un mouvement de plus

de 2,100 collectivités hors CETA et TAFTA. Elle a dû plier devant des pressions impitoyables du Canada, de la Commission européenne, du Parlement européen, alors qu'aucun pays n'est venu l'appuyer. Mais l'AÉCG a du plomb dans l'aile et son long parcours vers la ratification est rempli d'embûches. Plus que jamais, la bataille doit continuer ici, alors que notre gouvernement, à court d'arguments, offre pour convaincre la population une propagande mensongère, digne d'Orwell : « Un accord progressif pour renforcer la classe moyenne » prétend-il, l'exact opposé de la réalité.

Les luttes contre le libre-échange ne se ramènent pas à cet accord. Pendant le FSM à Montréal, plusieurs de nos camarades d'Afrique et d'Amérique Latine nous ont rappelé les méfaits des ententes commerciales sur leurs pays, ruinant la production locale et privant les États d'importants revenus, et le combat acharné qu'ils mènent dans leur région.

Mais l'une des plus importantes victoires, conséquente entre autres à la lutte que nous menons depuis plusieurs années, et à la révélation des vicissitudes de l'AÉCG, est de fragiliser les autres grands projets de libre-échange, comme les partenariats transpacifiques et transatlantiques (TAFTA et PTP), dont on a annoncé la mort dans les grands médias (ce dont il faut toutefois se méfier).

La révélation des *Documents de Panama* en avril dernier a sensibilisé une fois de plus la population aux méfaits de l'évasion et de l'évitement fiscaux. Le scandale a pris une telle dimension, s'ajoutant à d'autres fuites tout aussi choquantes, que les gouvernements ont été confrontés à leur impuissance. La main sur le cœur, ils ont affirmé vouloir agir en conséquence. Le gouvernement du Québec a même créé une commission sur les paradis fiscaux dont nous attendons les résultats.

Plus que jamais, nous avons devant nous un problème dont nous connaissons clairement la nature tout aussi bien que les solutions pour le résoudre. Nos gouvernements continuent pourtant à tergiverser, à intervenir le moins possible, à décharger le problème sur d'autres. La plus grande insulte au bon sens a été proférée lorsque le député du Bloc québécois Gabriel Ste-Marie a déposé une motion qui aurait pu grandement limiter l'utilisation de la Barbade comme paradis fiscal pour les Canadiens. Cette motion simple et nécessaire a été rejetée sans appel par les libéraux et les conservateurs, qui ont ainsi montré leur vil asservissement aux grandes banques. Il faudra donc revenir à la charge, répéter inlassablement à quel point l'existence même des paradis fiscaux est inacceptable.

Du côté de l'austérité, on retrouve la même volonté des gouvernements de ne rien faire. De grandes institutions conservatrices, comme le Fonds monétaire international, ont pourtant démontré l'inefficacité de ces mesures qui paralysent l'économie à force de priver la population de l'essentiel. C'est que nos gouvernements ont tellement coupé ces dernières années qu'ils ne savent plus quoi faire d'autre. « On est d'accord sur le fait que la relance est souhaitable, mais on ne sait pas vraiment comment s'y prendre » a dit l'économiste Agnès Benassy-Quéré dans un grand cri du cœur. Nous nous ferions, de notre côté, un grand plaisir de leur donner un cours de réinvestissement 101 dans les services publics, les programmes sociaux et l'environnement.

Le gouvernement de Philippe Couillard prétend quant à lui, donner un peu de financement aux services publics, après qu'il ait accumulé un surplus de 2,2 milliards \$, acquis au prix d'un grand jeu de massacre. Sa manœuvre électoraliste ne dupe personne. Ce réinvestissement ne compensera que faiblement les pertes réalisées et s'accompagnera d'une nouvelle baisse d'impôts, dont les résultats donneront un prétexte pour entreprendre une nouvelle ronde de compressions budgétaires.

À la COP21, à Paris, les chefs d'États se sont entendus pour signer un accord dans lequel l'intention est de limiter le réchauffement climatique à 1,5⁰ C. Les effets des dérèglements du climat sont universellement admis et les actions pour le combattre bien connues. Pourtant, nos gouvernements continuent de se comporter comme s'ils n'avaient rien signé – ce que cet accord non contraignant leur permet d'ailleurs de faire. Ils refusent d'agir en faveur d'une transition énergétique immédiate et significative. Chez nous, leur manque de fermeté et leur soumission à de grands intérêts financiers se voient par le soutien implicite à l'oléoduc Énergie Est, qui pourrait permettre au pétrole toxique des sables bitumineux de s'exporter partout dans le monde. Jusqu'ici, les deux gouvernements concernés demeurent sourds devant la mobilisation sans pareille d'un front élargi de Québécoises et de Québécois, appuyée par toutes les personnes hors du Québec qui se préoccupent de l'environnement.

Arrivé au pouvoir, Justin Trudeau nous a promis de nous engager sur des «voies ensoleillées». Les espoirs qu'il a suscités n'auront duré qu'un instant. Il a révélé depuis son visage de pantin photogénique et souriant manipulé par les financiers de Bay Street. Ce gouvernement est en continuité avec celui de Stephen Harper sur le libre-échange, les cibles climatiques, les paradis fiscaux. Pour lui, la vente de blindés à un pays comme l'Arabie saoudite passe avant le respect des droits de la personne, et cela alors que notre pays est au 2^e rang des vendeurs d'armes au Moyen-Orient. Combien de temps faudra-t-il à la population canadienne pour constater que les discours mielleux du premier ministre ne correspondent pas à ses politiques?

Du côté du Québec, les libéraux gouvernent comme ils nous ont habitués, alliant compressions, copinages, privatisations, tout cela avec quelques odeurs nauséabondes de corruption. Devant eux, le Parti québécois (PQ) et son nouveau chef Jean-François Lisée misent sur les vieilles querelles identitaires pour détourner l'attention des sujets économiques sur lesquels ils n'ont rien de nouveau à proposer. La Coalition Avenir Québec (CAQ) continue de choisir les réponses les plus à droites et les plus irrecevables pour résoudre les problèmes. Seul Québec solidaire (QS) répond clairement aux demandes du mouvement social québécois, mais semble encore bien loin du pouvoir.

Récapitulons : chez nous comme ailleurs dans le monde, les problèmes de société sont très bien identifiés. Les populations qui en souffrent envoient des messages clairs à leurs gouvernements qui ont en main toutes les données pour comprendre ces problèmes et adopter les solutions qui s'imposent. Mais systématiquement, les politiques ne suivent pas. Comme si les gouvernements se maintenaient en état de dissonance cognitive prolongée : ils continuent à reprendre les mêmes discours qui ne correspondent plus à rien, auxquels ils font semblant de croire et qui bloquent leur capacité d'agir. Ils défendent corps et âme l'intérêt des ultra privilégiés, même si ce soutien risque de se tourner contre cette élite même, tant les politiques adoptées sont insoutenables pour tout le monde.

Certes, les populations arrivent souvent à trouver d'elles-mêmes de nombreuses et imaginatives façons de résoudre les problèmes, dans leurs communautés, sans attendre les gouvernements. Les projets pour vivre sans pétrole, transformer l'agriculture, permettre aux communautés de se développer en dehors des grands dictats économiques sont nombreux et stimulants.

Mais ces projets ne peuvent s'épanouir pleinement que si on bloque la mondialisation sauvage qui sévit présentement. Pour y parvenir, il est indispensable de compter sur un mouvement social fort et organisé. Le Forum social mondial (FSM) qui s'est tenu à Montréal au mois d'août dernier, dans lequel ATTAC s'est beaucoup impliqué, est l'un de ces événements fédérateurs qui visent à consolider les luttes à une échelle internationale. Ce FSM n'a pas rassemblé autant de militant.e.s que nous l'aurions souhaité, mais il est demeuré un jalon qui a permis aux participant.e.s de se rapprocher et de s'entendre sur des actions communes.

Il en faut bien sûr beaucoup plus. Malgré les difficultés à trouver du financement, malgré les fronts trop nombreux qui s'ouvrent devant nous, malgré les difficultés de s'organiser alors que le travail nous accapare, malgré les diversions et les distractions que nos adversaires utilisent contre nous, il existe encore des citoyens et des citoyennes toujours très nombreux, à se mobiliser pour les causes les plus diverses, avec courage et obstination. À ATTAC, nous faisons fièrement partie de ces têtes dures qui ne se rangent pas, dans un large mouvement qui permet à tous et à toutes de garder de l'espoir et de continuer à envisager, envers et malgré tout, un avenir meilleur.